

PRÉSENT

NUMÉRO 6659

MARDI 26 AOÛT 2008

1,30 €

Antilles-Réunion 2 € • Tahiti - Nouvelle Calédonie 290 FP

www.present.fr ou www.presentquotidien.com

C'est la rentrée pour la lutte des classes ?

Socialistes et trotskistes ont repris leurs besaces

Grosse activité ce week-end pour la gauche et l'extrême gauche. Tandis qu'une partie des socialistes prenaient leurs marques à la fête de la Rose de Frangy-en-Bresse, en vue bien sûr du congrès de Reims, la LCR de Krivine et Besancenot se métamorphosait dans l'Aude en Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). A Toulouse sévissaient aussi les Verts, qui, avec Cohn-Bendit et Bové comme empois, essayaient de recoller leur galaxie éclatée. Une sorte de rentrée pour les tenants de la lutte des classes. Avec, dans leurs besaces, toujours les mêmes discours archaïsants...

A Frangy-en Bresse, l'élu bressan Arnaud Montebourg, organisateur des festivités, avait décidé de mettre en orbite, pour la succession de François Hollande à la tête du PS, le député du Doubs Pierre Moscovici. Ce dernier s'est employé à installer et à peaufiner sa candidature lors de cette fête qui marque traditionnellement la première rentrée publique des socialistes après la coupure estivale. Cette année, à trois mois du congrès de Reims et à quelques jours du rendez-vous annuel de tous les socialistes pour leur université d'été à La Rochelle, le rendez-vous était plus important que d'habitude. Surtout pour Moscovici, qui a tenté dimanche de prendre ses concurrents de vitesse. Le lieutenant de DSK - l'autre étant Cambadélis - a prôné à la tribune qui lui était ainsi offerte « le refus de la présidentialisation du parti », estimant que confier dès maintenant les clés du PS à Ségolène Royal, Bertrand Delanoë, voire Martine Aubry, ne ferait qu'ouvrir une nouvelle guerre entre présidentiables. Lui entend être au contraire « un premier secrétaire désintéressé » qui s'engage à renoncer à la bataille pour l'investiture de la présidentielle de 2012. Moscovici, responsable des questions internationales du PS, veut « remettre son parti au travail ». Autour d'un projet politique... Vaste programme, mais tout aussi flou que les autres.

Fête de la Rose ou pas, c'est assez mal parti pour Moscovici. Le dernier sondage en date, effectué auprès des militants et sympathisants socialistes, donne comme favori dans cette course à la succession Bertrand Delanoë avec 29 %. Suivent Ségolène Royal (27 %) et Martine Aubry (16 %). Moscovici

pédale dans la choucroute avec seulement 7 % d'avis favorables. Seuls deux autres prétendants, Julien Dray (4 %) et Manuel Valls, font un score plus médiocre que lui. Moscovici veut prendre la tête du peloton, mais pour l'instant il frise la voiture-balai.

Le remuant président du conseil général de Saône-et-Loire Montebourg, grand amateur de formules chocs, a lancé d'emblée, lors de son discours d'ouverture : « Le poulet de Bresse se bat dans le poulailler comme les dirigeants socialistes, mais ça reste la meilleure chair au monde. » Disons que dans le poulailler socialiste, pour changer un peu l'image des éléphants, tout en restant dans la zoologie, se déroule un féroce combat de coqs. Et de gallinacés femelles... A la fête de la Rose, les épines étaient dimanche plus que jamais de rigueur.

Besancenot : ça va barder !

Ce week-end, la LCR tenait dans l'Aude sa dernière université d'été, durant laquelle elle devait se faire hara-kiri pour se réincarner en Nouveau Parti Anticapitaliste. Une métamorphose dont se réjouit le fondateur de la LCR Krivine. « C'est un beau succès, une nouvelle étape dans la lutte anticapitaliste est ainsi franchie (...). Près de la moitié des gens réunis ici n'appartiennent pas à une formation trotskiste. » Et de souligner : « Avec le NPA, le saut n'est pas seulement numérique, mais qualificatif. »

Mais la vedette de ces journées, c'était évidemment Olivier Besancenot, plus virulent que jamais. Le postier, qui promet au gouvernement un automne chaud, veut « bloquer les bureaux, les ateliers, les entreprises, les ports, les facs ». Refaire Mai 68 en version bolchevique. Le facteur de Neuilly veut aussi « proposer à toute la gauche de se voir au plus tôt pour faire une manifestation et réclamer le retrait des troupes françaises d'Afghanistan ». C'est Besancenot crosse en l'air ! La LCR change peut-être de raison sociale. Mais dans sa boutique aberrante ce sont toujours les mêmes articles lénino-trotskistes qui sont sur les rayons. La révolution communiste sous cellophane, comme le sont les tranches de jambon dans les supermarchés.

Des Roses, des Rouges, et des Verts. Ces derniers étaient réunis à Toulouse, dans une ambiance, paraît-il, « survoltée ». Pas de quoi en faire tout un plat à la sauce meurette, puisque les Verts français sont en état de sur-excitation permanente. Samedi, l'enjeu était tout de même d'importance puisqu'il s'agissait de ressouder la galaxie écologique - une sorte de big-bang inversé - pour les européennes de 2009, autour de la charismatique personne de Cohn-Bendit. Un rassemblement qui irait de l'altermondialiste Bové à l'écologiste médiatique Hulot. Tout ça sous la houlette de Dany le Vert, alias Dany le Rouge... « C'est à prendre ou à laisser », a prévenu ce dernier sur un ton péremptoire. Un ton qui, chez les écologistes, ne plaît pas à tout le monde. S'il n'est pas entendu, Cohn-Bendit ira se faire réelle en Allemagne... C'est pratique d'avoir toujours une patrie de rechange !

Samedi, après un séjour de douze jours en France, le dalaï-lama s'est envolé pour l'Inde. La veille, il avait reçu au temple bouddhiste de Roqueferron (Aude) l'épouse du chef de l'Etat, Carla Bruni-Sarkozy, qui suivait « le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner et Rama Yade, secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme ». Madame Carla Bruni-Sarkozy occuperait-elle donc désormais les fonctions de vice-présidente ? Voilà une réforme de la Constitution dont ne nous avait pas prévenus le président de la République.

Avant de monter dans l'avion, le dalaï-lama a insisté sur le fait que pour gagner sa « respectabilité au sein de la communauté mondiale », la Chine, cette « grande puissance », a « besoin d'une autorité morale qu'elle n'obtiendra qu'en marchant vers la démocratie ». Le dalaï-lama sait, tout comme Nicolas Sarkozy d'ailleurs, parler à ses interlocuteurs le langage que ceux-ci attendent. Au Tibet, cet impénitent prêcheur des droits de l'homme est nettement pointé par le message démocratique...

Ah ! Et puis, n'oublions pas un autre fait important de ce week-end : la rentrée politique de Dominique de Villepin, effectuée sur LCI. « Je ne suis certainement pas un retraité de la politique », a-t-il prévenu... A bon entendeur salut !

JEAN COCHET

Les JO de Pékin, « un formidable succès » ?

Dans un communiqué publié dimanche par l'Elysée, le président de la République devait féliciter « très chaleureusement » l'ensemble de l'équipe de France et saluer le « formidable succès » qu'ont été les jeux olympiques de Pékin pour notre pays « qui a remporté avec brio 40 médailles », dont 7 d'or, 16 d'argent et 17 de bronze.

Or, parler de « formidable succès », c'est aller un peu vite en besogne. Rappelons que si la France a effectivement empoché cette année davantage de médailles qu'à Athènes en 2004 (33) et qu'à Sydney en 2000 (38), elle a en revanche décroché bien moins de médailles d'or que lors des deux précédentes olympiades : 13 en 2000 et 11 en 2004, contre 7 en 2008. Ce qui lui

vaut aujourd'hui, au classement mondial, une impressionnante dégringolade de la 7^e à la 10^e place !

Nettement plus réservé que Nicolas Sarkozy, le Secrétaire d'Etat aux Sports Bernard Laporte n'a quant à lui pas caché sa déception, confiant en effet dimanche à la presse qu'il aurait aimé voir l'équipe de France rapporter de Pékin davantage de médailles d'or.

Les « Bleus » n'auront pourtant pas manqué de soutien ni d'encouragements. Et notamment de la part de médias français - télévision en tête - qui, comme toujours, ont fait preuve d'un chauvinisme assommant et ridicule, vendant continuellement la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Ainsi, dans la longue liste de ceux qui avaient déjà empo-

ché l'or avant d'atterrir en Chine et seront finalement rentrés bredouilles de Pékin : Laure Manaudou, Tony Estanguet, Mehdi Baala, Romain Mesnil, Yohann Diniz ou encore Leslie Djhone. Autant d'athlètes qui, contrairement aux crétiens de la télévision, savent depuis longtemps déjà qu'aux jeux olympiques seuls les meilleurs gagnent et acceptent ce principe élémentaire.

Restent quelques belles victoires françaises tout de même. Souvent remportées d'ailleurs par d'« illustres inconnus » oubliés des médias et, la plupart du temps, dans des disciplines sportives auxquelles la télévision ne s'intéresse guère que tous les quatre ans...

FRANCK DELÉTRAZ

Le chef des taliban qui ont tué nos soldats est l'idole du Premier ministre turc

Dans un quotidien, un article intitulé « Les soldats blessés racontent l'embuscade [en Afghanistan], on peut lire ce passage important :



« La région de l'embuscade, située au nord de Kaboul, a longtemps été sous l'emprise du mouvement islamiste Hezb-e-Islami du chef de guerre Gulbuddin Hekmatyar. Cette organisation est toujours présente, mais l'implantation radicale s'est largement diversifiée (...). C'est cette coalition d'insurgés, taliban afghans et combattants d'Hekmatyar, alliés aux taliban pakistanais et à Al-Qaïda, qui a tendu un piège mortel aux soldats français. »

Une semaine avant l'embuscade qui a tué nos soldats, Gulbuddin Hekmatyar avait été étrillé. Une de ses bases, dans le Waziristan du Sud (zone frontalière du Pakistan) avait été pilonnée par les alliés. Lors de l'assaut qui suivit, dix islamoterroristes avaient été tués (1).

Qui est Gulbuddin Heykmatyar ? Un responsable sunnite islamoterroriste réputé. Parmi ses admirateurs, l'actuel Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, à qui certains voudraient donner la clef pour entrer dans l'Europe...

La photo que nous reproduisons est parue le 10 juillet 2003 dans le journal turc *Star*. On y voit Recep Tayyip Erdogan agenouillé en signe d'allégeance devant Gulbuddin Hekmatyar. Dans son livre, *La Turquie dans l'Europe, un cheval de Troie islamiste ?*, le géo-politicien Alexandre del Valle rappelait que ledit Hekmatyar est « un des chefs terroristes afghans les plus recherchés par les polices du monde ».

A l'époque, cette photo prise à Istanbul, dans le quartier du Fatih (« la victoire ») avait scandalisé les milieux turcs laïques de Turquie. Elle n'avait pas soulevé la moindre émotion chez les membres de l'Union européenne...

Joachim Vélocias écrit sur son site www.islamisation.fr : « Il ne faut malheureusement pas compter sur Jean-Pierre Jouyet, fervent partisan de l'adhésion turque, pour s'en indigner. Nicolas Sarkozy laisse ce dernier (un socialiste venu de l'« ouverture ») faire avancer les nouveaux chapitres de négociations en vue de l'adhésion pleine et entière, tel que le prévoit le cadre juridique des négociations fixé par la Commission [européenne]. »

Et il conclut :

« Les familles de nos soldats pourraient quant à elles interroger le gouvernement français sur sa cohérence en matière de politique internationale, se soumettant à la volonté (faire rentrer son pays et ses habitants dans l'Europe) d'un dirigeant étranger flirtant avec les islamistes qui mènent le djihad à leurs enfants, des plus braves et dévoués que connaît notre patrie. »

ALAIN SANDERS

(1) Le frère de Gulbuddin Hekmatyar, Shahabu Din Hekmatyar, vient d'être arrêté dans la région de Peshawar.

Un droit (discriminatoire) à la sépulture pour les enfants mort-nés

Selon deux décrets (complétés de deux arrêtés) du ministère de la Justice, parus vendredi au *Journal officiel*, les mères qui ont accouché de fœtus nés sans vie (de 16 à 22 semaines) pourront désormais les inscrire sur le registre de l'état civil, permettant ainsi de leur donner une sépulture. Jusqu'à présent les fœtus de moins de 22 semaines étaient incinérés avec les « déchets » du bloc opératoire. Mais, en février dernier, la Cour de cassation avait jugé, dans trois arrêts, qu'un fœtus né sans vie pouvait être déclaré à l'état civil, quel que soit son niveau de développement...

Un premier décret stipule qu'« un livret de famille est remis, à leur demande, aux parents qui en sont dépourvus par l'officier de l'état civil qui a établi l'acte d'enfant sans vie », comportant un extrait d'acte de naissance des parents ainsi que « l'indication d'enfant sans vie », la date et le lieu de l'accouchement.

Le second décret prévoit que « l'acte d'enfant sans vie est dressé par l'officier de l'état civil sur production d'un certificat médical dans des conditions définies » par un arrêté du ministre de la Santé, mentionnant l'heure, le jour et le lieu de l'accouchement. Cet arrêté présente un modèle de ce certificat d'accouchement signé par le praticien concerné.

Pour autant, souligne-t-on débilement au ministère de la Justice, « le fœtus n'acquiert pas de personnalité juridique et donc aucune filiation ne peut être établie ». Ceci pour rassurer ceux qui craignaient que la décision, en février, de la Cour de cassation de reconnaître le droit d'inscrire tout fœtus né sans vie à l'état civil, quel que soit son niveau de développement, marque une évolution juridique menaçant le sacro-saint « droit » à l'avortement. Rappelons que c'est pour ce même motif que le Parlement avait refusé de voter le fameux amendement Garraud qui voulait sanctionner l'« interruption involontaire

de grossesse » (« IIG ») provoquée par « une maladresse, une imprudence, une inattention, une négligence ou un manquement à une obligation de sécurité », par exemple pour le responsable d'un accident de la route...

Tout en se félicitant de la publication de ces deux décrets comblant un certain vide juridique, on ne peut que souligner une fois de plus la schizophrénie de notre droit concernant l'enfant à naître. Et on ne peut que déplorer la « précaution oratoire » de la présidente de l'association Clara, Florence Basset, pour tant à l'initiative du bon combat pour cette mesure qui concerne « des centaines de mamans » et met fin à certaines situations traumatisantes pour les parents privés de « faire leur deuil », comme on dit aujourd'hui :

« Nous ne remettons pas du tout en cause l'IVG, ce n'est pas du tout le but de notre démarche. Notre demande a toujours porté sur les fœtus mort-nés entre la 16^e et la 22^e semaine. On ne touche pas à l'IVG, ni aux droits sociaux non applicables en dessous du seuil de viabilité de 22 semaines... »

Contrairement à l'accouchement spontané ou provoqué pour raison

suite page 2

RÉMI FONTAINE

ET TOC !

● Pendant ses vacances, Ségolène Royal s'est livrée aux plaisirs de l'aviron au Cognac Yacht Rowing Club (et pas à l'aviron... bâillonné). Cela lui sera certainement utile pour ramer, dès la rentrée, au milieu des courants du PS.

● Puisqu'on parle de rentrée, signalons que les **syndicats de La Poste** veulent se mobiliser – ce qui veut dire : faire notamment la grève – dès début septembre contre le changement de statut de cette entreprise de service (si on peut dire) public. Vivement la privatisation !

● Nouveau maillot pour l'équipe de rugby du **Stade français** : toujours de couleur bleue (celle du club depuis 1883), il est désormais parsemé de très seyantes fleurs de lys. Rappelons qu'elles sont l'emblème de la ville de Paris depuis Charles V, en 1358.

● Lors du « 20 heures » de TF1, jeudi, **Françoise Laborde**, surprise par son retour à l'antenne entre deux sujets diffusés, va lâcher : « Pourqu'oi vous ne le dites pas, putain ! » Assez mal venu quand les deux sujets en question était l'hommage aux soldats tués en Afghanistan et un retour sur la situation dans ce pays. A la fin du « 20 heures », Françoise Laborde a présenté ses « plus sincères excuses ».

● La **SNCF** a reconnu – difficile de faire autrement... – une série de défaillances internes dans les retards causés il y a une dizaine de jours à 82 trains à la suite de l'arrachement d'une caténaire près d'Aubagne (Bouches-du-Rhône). Question : comment se fait-il qu'on n'ait jamais prévu sur les TGV des petits moteurs d'appoint qui permettraient, même à vitesse réduite, de ramener les voyageurs à une gare plutôt que de les laisser en rade en rase campagne ?

● A ceux qui lui reprochent, en passant à l'action en Ossétie du Sud, d'avoir « provoqué » les Russes, le président de la Géorgie, **Mikhaïl Saakachvili** répond : « Je répète que je n'avais pas le choix. Nous nous sommes lancés dans ces opérations militaires alors que les Russes avaient déjà pénétré sur notre sol, en prenant le contrôle du tunnel qui relie la Russie à l'Ossétie du Sud. Si nous ne les avions pas stoppés tout de suite, ils auraient pris Tbilissi sans problèmes. » C'est exactement ce que nous avons expliqué dans *Présent*.

● Un **aveugle** a été arrêté alors qu'il conduisait (avec un ami à ses côtés), ivre et sans permis... On vit décidément une époque é-pa-tan-te.

● Un week-end comme les autres en **Ile-de-France** : tentative de cambriolage dans une école à Bondy (Seine-Saint-Denis) ; bagarre déclenchée par des « jeunes » dans un bus à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ; vandalisme de l'entrée de la gare de Saint-Nom-la-Brière (Yvelines) ; interpellation de trois « jeunes » recelers à Etampes (Essonne) ; arrestation d'un « jeune » détenteur de cocaïne à Argenteuil (Val-d'Oise). Etc.

● Le **Pas-de-Calais** est l'un des cinq départements où l'on consomme le plus de psychotropes (contre le stress et l'anxiété). Bienvenue chez les Ch'tis ?

● **Signe des temps** : Ségolène Royal, qui avait fait une grosse colère parce qu'on avait publié une photographie la montrant agenouillée dans une église de Rome, n'a pas protesté pour les nombreuses photos la montrant, radieuse, recevant la « kata » (une écharpe blanche) des mains du dalaï-lama, alias « Océan de sagesse », alias « Joyau accompli »...

A.S. recherche

Alain Sanders recherche un enregistrement de la cérémonie du 21 août aux Invalides pour nos soldats tombés en Afghanistan. Merci au lecteur qui pourrait lui en adresser une copie. S'adresser à A.S. c/o *Présent*.

L'Union européenne n'aide pas à clarifier la question géorgienne

A la veille de l'étude, ce lundi, par le Parlement russe de la situation de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, la tension entre Moscou et ses partenaires européens a encore cru d'un cran avec l'arrivée vendredi, en mer Noire, de navires américains, allemands, espagnols et polonais. « Ce sont des visites de ports et des exercices de routine qui étaient planifiés de longue date », explique-t-on au siège de l'OTAN. Le hic ! étant que la côte géorgienne se trouve justement sur la mer Noire !

Moscou a immédiatement réagi par l'intermédiaire du chef-adjoint d'état-major, le général Anatoli Nogovitsyne : « Aujourd'hui, alors que le conflit a pris fin, des navires militaires de l'OTAN sont là. Avec quel objectif ? Nous posons cette question à nos partenaires, mais du point de vue de la Russie, la nécessité et l'utilité de ces actions est fort douteuse. »

Et même plus... « Je ne pense pas, ajoute-t-il en effet, que ces actions puissent contribuer sérieusement à la stabilisation de la situation dans la région, car actuellement cette situation est contrôlée par la flotte russe de la mer Noire. »

En définitive, le retrait russe de Géorgie est un retrait **contrôlé**...

C'est vraisemblablement ainsi que le comprend l'Union européenne

puisque, à la suite de l'annonce vendredi soir par Moscou du retrait de ses forces du territoire géorgien, Bernard Kouchner a confirmé « la détermination de la présidence française de l'Union européenne à poursuivre son engagement pour la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu agréé à la suite de sa médiation ».

Samedi, Nicolas Sarkozy a lui-même téléphoné à son homologue russe Dmitri Medvedev pour le remercier d'avoir « tenu ses engagements concernant le retrait des troupes russes ». Tout en lui demandant un « retrait rapide » des forces qui occupent encore la route de Poti à Senaki.

Bref ! l'engagement n'a pas été tout à fait aussi tenu qu'on veut bien le souligner.

La chose est devenue plus claire encore dimanche avec l'annonce par l'Elysée de la tenue prochaine d'un sommet européen sur la question. « Le président de la République, en sa qualité de président en exercice du Conseil européen, a décidé de donner suite aux demandes de plusieurs Etats membres en convoquant une réunion extraordinaire du Conseil européen qui se tiendra lundi 1er septembre 2008 à Bruxelles. »

Et le texte continue, mesurant tou-

te l'ambiguïté de la situation actuelle : « Cette réunion sera consacrée à la crise en Géorgie, notamment aux suites que l'Union européenne à l'intention de lui donner, en ce qui concerne l'aide à la Géorgie et l'avenir de ses relations avec la Russie. »

On ne saurait être plus clair !

En ce qui concerne l'aide à la Géorgie, la question est relativement simple. Le président géorgien Mikheil Saakachvili estimait d'ailleurs lundi dans le *Financial Times* : « Il y a les infrastructures, les routes et les voies ferrées, mais aussi la confiance. Pour le moment, nous parlons d'environ deux milliards de dollars. »

La confiance n'entre sans doute pas dans ce calcul. Mais bien dans la question de l'avenir des relations avec la Russie. Quoi qu'il en soit des torts des uns ou des autres, on ne pourra pas, dans cette perspective, faire l'économie d'une clarification de la négociation menée par Nicolas Sarkozy lors de son déplacement éclair à Moscou et à Tbilissi.

Et les Russes, et les Géorgiens prétendent aujourd'hui respecter ce qu'ils ont signé. Et ils ont vraisemblablement raison tous les deux...

OLIVIER FIGUERAS

Le fichier Edvige au centre de la polémique

Le fichier Edvige, « exploitation documentaire et valorisation de l'information générale », refait parler de lui. Plusieurs organisations de gauche et d'extrême gauche (CFDT, CGT, FO, Ligue des droits de l'homme, Sud, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature) dénoncent une « atteinte grave aux libertés individuelles » et ont décidé de déposer cette semaine un recours devant le Conseil d'Etat.

Créé par décret du ministère de l'Intérieur mais pas encore mis en œuvre en raison d'ajustements à y apporter et du contentieux administratif, le fichier Edvige rassemblera un nombre impressionnant de données (état civil, profession, adresses, téléphones, courriels, signes particuliers, photos, comportement, titres d'identité, immatriculation des véhicules, informations fiscales et patrimoniales, déplacements, an-

técédents judiciaires, environnement personnel...) sur deux catégories d'individus : les « personnalités » et les « fauteurs de troubles ». Les premiers sont ceux qui jouent un rôle public en politique, en économie, dans les médias, les sphères associative et confessionnelle, le social et les seconds toutes les personnes majeures ou mineures de 13 ans ou plus « susceptibles de porter atteinte à l'ordre public », une notion particulièrement floue. Edvige doit aussi servir aux enquêtes administratives effectuées sur les candidats à certains métiers, notamment dans le domaine de la fonction publique et de la sécurité.

Géré par les 1 600 policiers assermentés de la sous-direction de l'information générale rattachée à la Direction centrale de la sécurité publique, le fichier s'appuiera sur les données contenues dans les fiches

constituées par les ex-Renseignements généraux, excepté celles relatives au terrorisme et à l'espionnage, versées au fichier Cristina que gère la Direction centrale du renseignement intérieur, résultat de la fusion de la DST et d'une partie des RG.

Les organisations de gauche et d'extrême gauche plastronnent avec leurs 85 000 signatures réunies sur internet (ou c'est l'é... ou ces associations ont moins d'adhérents qu'elles ne l'affirment !) et promettent des actions médiatiques visant à alerter l'opinion. Déjà, des restrictions ont été décidées par rapport au projet initial comme la publication au JO du décret instituant Edvige afin de permettre le débat et un certain contrôle par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Les connexions entre Edvige et les autres fichiers existants (cassier judiciaire, STIC...) seront interdites. L'enregistrement du comportement et des déplacements des personnes publiques a été abandonné. De plus, les données concernant l'« orientation sexuelle » ou la santé ne seront plus enregistrées que de manière exceptionnelle...

Il n'est pas étonnant que le fichier gêne ceux qui, pour arriver à leurs fins illégitimes, ont toujours enfreint la loi avant de dénoncer l'« hypocrisie » d'un état de fait qu'ils avaient contribué à instituer (lobby gay, promoteurs de l'avortement, syndicats marxistes, etc.)

Hélène Franco, du Syndicat de la magistrature dénonce la « disproportion entre l'objectif affiché, celui du maintien de l'ordre public, et l'atteinte à la liberté, notamment à la vie privée ». Mais ses petits amis de la gauche laxiste et immorale ne sont-ils pas en partie responsables de cette insécurité due à l'immigration et au délitement de la famille dont la conséquence est la réduction des libertés de chacun ?

L'homosexuel militant ou l'activiste pour la régularisation des sans-papiers ont-ils vraiment à s'inquiéter d'un tel fichier qui confine au flitage ? Qu'ils se rassurent, la HAL-DE veille sur eux. « Big Brother », lui, risque de s'en prendre aux authentiques contre-révolutionnaires « susceptibles de porter à atteinte à l'ordre public » républicain.

SUITE DE LA PAGE 1

Un droit (discriminatoire)...

médicale (« IMG » : interruption médicale de grossesse), l'interruption spontanée de grossesse (fausse-couche précoce : à moins de 15 semaines d'aménorrhée) et l'« IVG » (interruption volontaire de grossesse) n'ouvrent pas droit en effet à un tel certificat ni à un traitement funéraire décent. Cette discrimination a évidemment quelque chose d'odieusement arbitraire, évoquant l'exclusion jadis de certains pauvres et parias à une sépulture digne de ce nom. Le droit au deuil ainsi promu légitimement pour les uns n'entraîne pas le droit aux obsèques pour les autres (ni la remise en cause du « droit » de les supprimer !), faute d'une reconnaissance ontologique et juridique du fœtus humain comme une personne.

Le Dr Emile Daraï, secrétaire général du Collège national des gynécologues et obstétriciens français (CNGOF), rappelle par ailleurs que « la

notion de visibilité n'est pas précisée juridiquement ». Un point crucial car le Code civil prévoit que l'enfant « né vivant et viable » donne lieu à une reconnaissance complète par l'état civil et dispose ainsi de la personnalité juridique. Le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, observe également que « la visibilité ne fait l'objet d'aucune définition normative » depuis « l'invalidation (par la Cour de cassation) de la circulaire de novembre 2001 qui explicitait les critères de visibilité en référence aux seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé (minimum de gestation de 22 semaines d'aménorrhée ou de poids de 500 grammes) ». Faute d'une anthropologie fondée sur une saine métaphysique, on n'a pas fini, semble-t-il, de nager dans les incohérences et les absurdités du *nominalisme* dominant.

RÉMI FONTAINE

† YVES AMIOT est décédé dimanche des suites d'une longue maladie. Né à Paris en 1935, ce juriste s'était passionné pour l'édition, puis était venu à la littérature en 1983 avec *Le Gouverneur de Judée*. Il avait ensuite publié un certain nombre d'ouvrages, tels *Ordalie 71*, ou *Le Solitaire*, un *janséniste sous la Révolution*, couronné par l'Académie française en 1987. En 2006, il avait encore donné, chez Via Romana : *Une affaire d'honneur*, *l'affaire Dreyfus*. Yves Amiot était également un catholique convaincu. Il avait fondé l'association *Sensus fidei*, proche de l'Institut du Bon Pasteur, pour la défense de la messe traditionnelle. Que sa famille reçoive ici l'assurance de nos prières à son intention.

TRAVAIL DOMINICAL

Douze enseignes s'étant engagées à respecter la charte sociale pour le travail dominical élaborée dans le Val-de-Marne ont obtenu une dérogation pour ouvrir le dimanche. Les douze enseignes concernées – dont les magasins Décathlon, Boulangers, FNAC et King Jouet du centre commercial Thiais-Village – ont signé la charte sociale et mis en œuvre les engagements qu'elle comporte, notamment sur « la consultation du personnel et les contreparties » du travail du dimanche, a précisé le préfet du Val-de-Marne, Bernard Tomasini.

RSA

Le Revenu de solidarité active sera « généralisé sur l'ensemble du territoire en 2009 ». C'est ce qu'a affirmé dans les colonnes du *Parisien/Aujourd'hui en France* de dimanche Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée, en précisant qu'« en année pleine, son coût sera de 1,5 milliard d'euros supplémentaires ».

POUVOIR D'ACHAT

Selon un sondage IFOP, 82 % des Français ne font pas confiance au gouvernement pour « l'augmentation du pouvoir d'achat », alors que 61 % lui font confiance pour... « la lutte contre l'insécurité » et 55 % pour la « protection de l'environnement ».

RÉGIONALES

En juillet dernier, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, se disait « intéressée à participer » à la reconquête de l'Ile-de-France par la droite. Samedi, dans *Le Figaro*, la ministre a annoncé qu'elle sera bel et bien candidate aux primaires désignant la tête de liste de l'UMP pour les régionales de 2010 en Ile-de-France. Parmi les autres candidatures annoncées : celles des secrétaires d'Etat Roger Karoutchi (Relations avec le Parlement) et d'Yves Jégo (Outre-Mer).

CAMIF-EMPLOIS

Confrontée à des difficultés économiques depuis plusieurs années, la CAMIF (fondée en 1947 par la mutuelle des instituteurs MAIF et basée à Niort), dont l'activité principale est la vente par correspondance, devrait annoncer 300 à 400 suppressions d'emplois lors d'un comité de groupe jeudi prochain.

PERSONNES AGÉES

L'Etat va créer en 2009 7 500 places nouvelles dans les établissements publics pour personnes âgées dépendantes (EPAD) contre 5 000 en 2008, a annoncé vendredi le ministre du Travail et de la Solidarité, Xavier Bertrand. Selon une collaboratrice du ministre, « 70 % à 80 % » de ces places seront créées pour des personnes âgées dépendantes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladie apparentée.

Tarifs d'abonnement

— 6 mois : 168 €
— 1 an : 302 €
— 2 ans : 580 €

Chèques bancaires, CCP ou mandats à l'ordre de : **Présent**, 5 rue d'Amboise, 75002 Paris. (CCP 19.471.22 T Paris)

Abonnement-liberté par virement automatique mensuel : 27,50 €
Nous demander le formulaire.

Attention : il nous faut au moins une semaine pour mettre en route un abonnement.

PRÉSENT

5, rue d'Amboise - 75002 Paris
Phone : 01.42.97.51.30
Fax : 01.42.61.97.79

Directeur émérite : Jean Madiran. Directeur de la rédaction : Jeanne Smits. Rédacteur en chef : Caroline Pammentier. SARL PRÉSENT pour 99 ans au capital de 135 555 euros, siège 5 rue d'Amboise, 75002 Paris. Gérant : Jeanne Smits. Imprimerie RPN - 93190 Livry-Gargan. Dépôt légal : 3e trimestre 2008. CPPAP : 0508 C 83178 - ISSN : 07.50.32.53. Directeur de la publication : Jeanne Smits.

www.present.fr
www.presentquotidien.com

Gonzague Coupry

Rencontre avec Jacques et Marie-Claude Bompard

maires d'Orange et de Bollène (fin)

(la première partie de cet entretien est passée dans notre édition du 23 août)

— Vous évoquez, pour la campagne, les différentes listes. Votre changement d'étiquette, du FN au MPF, a-t-il aujourd'hui un intérêt d'appartenance ?

— JB. Au niveau local, pas du tout. Au niveau local, je ne vais pas me présenter sous une étiquette. Mais au niveau national, si je ne me positionne pas dans quelque chose qui existe, ça veut dire que je me désintéresse du combat politique national. Or, en sauvant Orange, en sauvant Bollène, même en sauvant le Nord-Vaucluse, on ne changera pas la politique française. Pourtant c'est la politique française qu'il faut changer. Il y a donc une nécessité d'être rattaché à un courant. Mon courant n'a jamais changé. Très littéralement, c'est le courant du bon sens. Ce bon sens a été pendant longtemps incarné par le Front national ; et puis quand je me suis fait exclure du Front parce que je demandais le respect de ce qui avait été dit, de notre programme, je me suis rallié très volontiers à Philippe de Villiers, parce que, pour moi, Philippe de Villiers a deux immenses qualités que l'on ne trouve plus dans le monde politique : c'est l'honnêteté et l'efficacité gestionnelle. Or c'est bien les deux qualités minimales que l'on doit demander à un homme politique : qu'il soit honnête et qu'il soit compétent. Je ne suis pas forcément tout à fait d'accord avec la stratégie du MPF qui est une stratégie très attentiste, alors qu'il me semble qu'il est important d'agir. Mais, cela étant, je reconnais toutes les qualités qu'a Philippe de Villiers, même si je pense que le MPF est une potentialité qu'il faudrait confirmer.

— Parce que Philippe de Villiers a été un peu absent ces derniers mois, même s'il vient d'annoncer son retour. Et a justifié cette absence en disant que, hormis la question européenne, il n'avait pas beaucoup de différends avec Nicolas Sarkozy.

— JB. Je crois qu'il s'agit d'une formulation dans le contexte des européennes ; tout ça demande à être vu dans l'avenir. Mais, en tout cas, ce qu'il y a de certain, c'est que le camp du bon sens est un camp complètement explosé, volatilisé. Que pourtant les idées que nous défendons sont de plus en plus, d'une manière évidente, indispensables et donc c'est dans ce cadre-là que nous faisons une université d'été de réflexion, le dernier week-end d'août, pour réfléchir sur le devenir de notre pays, le devenir de l'Europe et sur le moyen d'influencer cette évolution dans un contexte où la dictature du pouvoir mondial est de plus en plus oppressante. Il faut donc trouver et des axes de combat et des moyens de combat

qui soient adaptés à ce totalitarisme-là, et c'est vrai que ça passe par autre chose que ce qui s'est fait depuis trente ou quarante ans, qui a eu certes une certaine efficacité, mais n'en a plus du tout maintenant. Je crois qu'il est urgent, non pas de fonder un parti, mais de réfléchir, et dans ce contexte-là cette université est ouverte à tous les gens de bon sens.

— Vous avez évoqué les européennes. Vous y pensez ?

— JB. Soyons très clairs. Moi, j'ai déjà deux mandats, donc je sers. Et normalement je ne peux pas servir plus. Par contre, il est vrai que je pense que je ne suis pas un mauvais candidat, puisque on représente quand même, avec Marie-Claude et Marie-Christine Bignon, les élus français de bon sens qui ont fait leurs preuves ; il n'y en pas 200. Et je pense que, chacun sur leur territoire, ces élus doivent être utilisés au mieux. Par contre, je ne vais pas aller me battre pour être candidat aux européennes ; si je peux être utile, je le ferai volontiers ; si on juge que je ne suis pas utile, je n'en ferai pas une maladie ; ni un caprice. Les choses sont bien claires. Il y a deux combats dans les deux ans à venir : c'est le combat des européennes et le combat des régionales. J'ai été conseiller régional pendant très longtemps, je veux bien, s'il le fallait, mener une liste aux régionales, mais pas pour être élu, parce que j'ai été suffisamment au conseil régional et j'ai assez vu son peu d'intérêt politique. Je suis là pour servir, que ce soit au niveau très local comme aujourd'hui, au niveau régional, ou au niveau national. Donc je suis très ouvert.

— Pour revenir à Orange, vous évoquez les grands chantiers en cours. Peut-on toujours faire mieux ?

— JB. Sous les contraintes de l'Etat qui sont nombreuses puisque nous sommes là sous le pas des Monuments historiques – et c'est un pied qui est lourd, je vous assure – nous allons refaire l'avenue de l'Arc de Triomphe dont les travaux sont commencés depuis longtemps mais d'une manière active seulement depuis le printemps : on va passer à la reconstruction. Et puis il y a des dossiers structurants extrêmement nombreux : l'entrée nord d'Orange ; la déviation qui reste toujours pendante – la déviation d'Orange telle que prévue par l'Etat, le conseil général, le département et la Ville est indispensable ; mais elle se développe à une telle vitesse d'escargot paresseux que je vais demander qu'on travaille à une deuxième beaucoup plus grande déviation, beaucoup plus large, beaucoup plus éloignée, et on va voir de quelle manière le conseil gé-

néral réagit. Parce que, dans son processus de contournement des villages, il est en train de réaliser une plus grande déviation d'Orange qui n'est pas concurrentielle, mais qui est complémentaire de celle d'Orange. Nous allons donc travailler aux deux. Et puis on va continuer d'aménager cette ville dont nous voulons faire la perle de la Provence.

— MCB. Il exagère là ! la perle de la Provence ce sera Bollène !

— Pourquoi cette déviation n'avance-t-elle pas ?

— JB. Parce que l'Etat n'a plus d'argent. Mais comme il se trouve que la Ville en a, nous avons proposé à l'Etat de devenir le maître d'ouvrage de la déviation, c'est-à-

que, plus vous avez de fonctionnaires, moins vous êtes capable de les faire travailler, donc plus il vous en faut. Tandis que moins vous en avez, plus vous les rendez efficaces, et plus vous vous rendez compte qu'ils sont capables de faire un travail considérable. Et bien qu'ils ne soient pas écrasés sous la charge à Orange, ils font aujourd'hui à 410 beaucoup plus de travail que ce qu'ils faisaient à 650.

— Donc les habitants ne supportent pas le poids de vos chantiers ?

— JB. Cela fait cinq ans que nous n'empruntons pas parce que nous finançons nous-mêmes nos investissements. Ça montre quelle capacité a ce pays, quand il est bien géré, de

patrimoine religieux. Cela a été chiffré. Mais il a été tellement laissé à l'abandon que les coûts sont très élevés, et nous allons devoir procéder par étapes. Dans le Nord-Vaucluse, historiquement depuis la Révolution, Orange est la ville de droite, et Bollène la ville rouge. Les religieuses guillotines à Orange étaient les religieuses de Bollène. Mais j'espère bien consacrer la ville au Sacré-Cœur.

— Et l'armée ?

— JB. Aussi bien la Légion que la base ou la gendarmerie sont des corps auxquels nous tenons beaucoup ; mais dont on ne sait quel avenir leur est réservé ; toujours pour les mêmes raisons extrêmement pesantes. L'Etat n'ayant plus d'argent pour les choses utiles puisque tout passe dans la politique de la Ville ou presque, coupe, et coupe ceux qui ne disent rien ; et l'armée par nature ne dit rien. Donc c'est l'armée qui sera la première atteinte. Et nous voyons cette évolution avec une certaine inquiétude. Cela étant, ce n'est pas le poids politique que nous avons au niveau national qui nous permettra de faire quelque chose. Heureusement nous avons appris que la BA115 est préservée. Je pense que l'action de notre municipalité et celle des Orangeois (nous avons fait circuler une pétition) n'y est pas pour rien. Au niveau local, nous avons d'excellentes relations avec l'armée. Eux ne se trompent pas, ils savent que nous les défendons. Nous sommes d'ailleurs soutenus par toutes les forces qui sont en bonne santé. Le monde sportif nous soutient ; le monde du travail aussi ; ce qui n'était pas évident au départ. Nous sommes soutenus par une très large part de la population, et certains de ceux qui nous ont combattus sont désormais d'accord avec nous. J'ai même eu deux colistiers de l'UMP, qui avaient demandé à être sur ma liste, et que j'accueillais volontiers. Puis ils sont venus me dire que, par suite de pressions considérables, ils devaient y renoncer. Mais ils savent bien que ce que nous faisons, c'est ce qu'ils auraient voulu faire eux-mêmes.

— MCB. Ça me donne beaucoup de regrets. Quand on regarde le travail fait, et celui qui n'a pas été fait, on se dit que nous aurions pu, sur ce département et sur d'autres, avoir beaucoup d'Orange. Carpentras, Avignon... Dans le combat politique, ce gaspillage est notre grand regret.

Parce que, quand on voit l'état de nos compatriotes, quand on arrive à Bollène où nos adversaires se font les champions du social, et où je trouve un tel bilan, alors que le conseil général est à gauche, la présidence de l'office HLM est à gauche, que le maire était à gauche, qu'ils avaient les pleins pouvoirs pour travailler le social comme ils disent... Et c'est nous qui allons y mettre de l'ordre, qui avons interpellé la préfecture sur le sujet parce que ça ne peut pas durer...

Et ce sont ces gens-là qui nous donnent des leçons, alors qu'ils nous gouvernent depuis des années, et qu'ils ont un mépris total pour leurs concitoyens les plus faibles. En réalité, nous avons vraiment, pour notre part, porté le social, le vrai ; et on aurait pu, franchement, faire un travail beaucoup plus considérable. Nous portons, de ce fait, une responsabilité beaucoup plus lourde que nos adversaires politiques.

Propos recueillis
par Olivier Figueras



A l'occasion des 40 ans de présence à Orange du 1er REC (octobre 2007), Jacques Bompard recevant des mains du colonel commandant le régiment un tableau (peint par un légionnaire) représentant la garde du Drapeau.

dire d'être l'investisseur premier, ce qui, en outre, nous ferait faire une excellente affaire financière puisque la ville récupérerait la TVA. Donc nous sommes gagnants sur tous les plans. Et ça peut débloquer la situation.

— Comment le bon sens fait-il que, en accumulant les grands travaux, on arrive à ne pas en faire supporter le poids à ses administrés ?

— JB. Je vais vous citer un exemple précis. La ville d'Orange et la ville d'Avignon étaient, à la même époque, détenues toutes les deux par les socialistes qui avaient fait la même gestion déraisonnable, et les deux villes étaient en situation de banqueroute. Aujourd'hui la ville d'Orange est la meilleure signature financière du Vaucluse – ce qui n'est pas tout à fait le cas de la ville d'Avignon. Un seul chiffre : quand nous sommes arrivés à Orange, il y avait 650 fonctionnaires, il y a en aujourd'hui 410 ; la ville d'Avignon en avait 2 000, elle en a aujourd'hui 2 500 ; c'est-à-dire que, là où nous avons perdu 33 % de nos fonctionnaires, Avignon en a gagné 25 %. Dès lors, nous n'avons pas les mêmes moyens financiers. Parce que lorsque l'argent part au fonctionnement, il ne peut pas partir à l'investissement. Et le fonctionnement est quelque chose de mortel, parce qu'il va toujours croissant ; et ça ne rentre pas sous votre régime, mais sous le régime de l'Etat qui fait des cadeaux aux fonctionnaires avec l'argent des collectivités locales ; cadeaux qui ne lui coûtent rien. En revanche, les collectivités locales, quand elles sont rentrées dans cette spirale de profusion des fonctionnaires, ne s'arrêtent jamais, parce

mieux fonctionner. Quand on parle déficit de l'Etat, déficit de toutes les collectivités locales, on sait que ce n'est pas quelque chose d'inéluctable, ce serait quelque chose de facile à redresser pour peu qu'on en ait la volonté, et pour peu qu'on s'explique. Ainsi, nous avons supprimé des postes sans avoir une grève. Nous sommes en dialogue constant avec nos fonctionnaires. Et notre secrétaire général dit que les fonctionnaires d'Orange sont mieux payés que les fonctionnaires des autres collectivités. Ils sont mieux payés certes, mais ils travaillent plus. On a baissé la fiscalité de 15 points en 13 ans, et on a diminué l'emprunt de 66 %. Et si la médaille d'or de la bonne gestion a été à Avignon, les organismes indépendants nous placent comme la ville la mieux gérée du Vaucluse, et comme la deuxième ville pour la diminution des impôts – encore que j'aie la faiblesse de croire que l'autre ville appartient à une communauté d'agglomérations, c'est-à-dire qu'elle a délégué des compétences alors que nous les assumons toutes.

— Et le clergé ?

— JB. Le clergé d'Orange a été longtemps très réticent vis-à-vis de nous, mais nous avons tellement fait pour les églises et pour le monde religieux, que le climat a beaucoup changé. Ils sont désormais d'accord pour célébrer la messe traditionnelle, et nous sommes en train de rénover une chapelle dans ce but. Les choses ont changé, et nous nous en félicitons.

— MCB. A Bollène, il y a un très beau cloître, de belles églises, et une collégiale splendide, mais qui est dans un état lamentable. Mon souhait est d'arriver à rétablir ce

IIIe Université d'été d'ESPRIT PUBLIC

Du vendredi 29 août au dimanche 31 août

« CULTURE ET ENRACINEMENT »

Au programme notamment :

Vendredi 29 : ouverture à 11 h. A 14 h 30, discours de Jacques Bompard. A 15 h, table ronde sur la culture. A 17 h 45, *Enracinement et universalisme*, par Bernard Antony.

Samedi 30 : à 9 h 30, *Culture-enracinement, ce que j'ai vu à Bruxelles*, par Patrick Louis, député européen. A 16 h, *Réflexions sur une époque politiquement difficile*, par Jacques Bompard. A 20 h, grand banquet.

Dimanche 31 : A 9 h 30, *Quel avenir pour les idées d'enracinement ?* A midi, clôture des travaux.

Inscriptions et renseignements : Esprit-Public – Clos Cavalier – la Blissonne – 84100 Orange. Repas libres, logement à organiser individuellement. Tarif de l'inscription aux travaux : 10 euros, banquet du samedi 30 août, 20 euros.

www.esprit-public.info

Tél. : 06 89 98 61 66.

Mené dans les sondages, Obama se choisit un colistier « rassurant »

L'affaire, si l'on en croyait les médias européens (à l'exception de *Présent*) et la presse gaucharde américaine, était pliée : Barack Hussein Obama n'allait faire qu'une bouchée du « vieux » John McCain. Et puis, les sondages sont venus. Qui ont montré que McCain refaisait son retard, faisait jeu égal avec Obama et, finalement, le dépassait dans les intentions de vote.

Du coup, Obama s'est choisi un colistier « rassurant » et qui n'est pas un perdreau de l'année : Joe Biden, 65 ans. Président de la Commission des affaires étrangères, catholique (et cela a son importance), Biden est un poids lourd de la vie politique américaine. Il siège sans discontinuité au Sénat où il représente le Delaware depuis 1972. Candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2008, il n'avait eu jusque-là que des mots très durs pour Obama qu'il trouvait totalement inapte à devenir Président. Et le voilà sur le « ticket » démocrate...

« Rassurant », Joe Biden ? C'est ce que veut croire Obama. Il n'est pas sûr que les électeurs le suivront sur ce point. Alors qu'il fait campagne pour le « changement » de l'*establishment*, Obama a choisi un homme qui est emblématique du système. Et un peu « léger » à bien des égards : on rappellera, par exemple, que déjà candidat à la présidence du pays en 1987, Biden avait « emprunté » au travailliste anglais Neil Kinnock des pans entiers de ses discours sans jamais le citer !

Candidat des Noirs (94 % d'entre eux disent vouloir voter pour lui), Obama espère que Biden ramènera à lui l'électorat blanc, et notamment les *blue collars* (les ouvriers), plus que méfiant à l'égard du très élitiste sénateur de l'Illinois. L'équipe de campagne de McCain n'a guère tardé à réagir à ce choix stratégique, rappelant ce que nous disons plus haut : « Personne n'a été plus critique que Joe Biden sur le manque d'expérience d'Obama. »

Alors que s'ouvre la convention démocrate de Denver (Colorado), Obama, qui a patauté sur le dossier géorgien quand McCain l'a traité avec fermeté, Obama qui semble accorder plus d'importance à un retrait d'Irak qu'à une victoire, va mettre en avant l'expérience – indiscutable – de Joe Biden en matière de politique extérieure (1). En soulignant aussi que Biden a l'un de ses fils qui sert en Irak. Moins bien que McCain dont trois des fils sont militaires, l'un d'eux ayant lui aussi servi en Irak...

Obama aura quatre jours, à Denver, pour essayer de convaincre et, comme le dit Toni Travis, professeur de politique à l'université Mason de Virginie, « passer du clinquant à la substance ». Ce qui, compte tenu du flou de son programme électoral, n'est pas gagné d'avance.

A.S.

(1) Il y a quinze jours, Joe Biden s'est rendu en Géorgie où il a rencontré le président Mikheil Saakashvili.

“Le Figaro” ou la “Pravda”

Un article rédigé par Cécilia Gabizon, dans *Le Figaro* du 22 août, titré « La croissance démographique dépend peu de l'immigration », est proprement scandaleux de désinformation. Reprenant des conclusions de l'INSEE, organisme qui s'était décrédibilisé en août 2006 après son aveu d'avoir « sous-estimé » l'immigration africaine, raillé par la démographe Michèle Tribalat reprochant aux chiffres de l'INSEE de « n'avoir aucun sens », l'article s'appuie également sur les élocubrations du « spécialiste » gauchiste Hervé Le Bras, coauteur avec Jack Lang d'un livre sur l'immigration (*Immigration positive*, éditions Odile Jacob) nous informant qu'elle n'est pas massive, campagne des présidentielles oblige...

Voici quelques perles de Cécilia Gabizon, qui ne doit guère sortir des beaux quartiers parisiens :

« La France est le pays de l'UE où la croissance démographique dépend le moins de l'immigration. »

« Le démographe Hervé Le Bras les croit d'ailleurs beaucoup plus nombreux et parle d'un "solde migratoire nul". L'INSEE, elle, compare les résultats des différents recensements, pour « calculer l'apport de l'immigration à la population totale ». »

« Après avoir connu de fortes vagues d'immigration dans les années 1920, puis après la Seconde Guerre mondiale, les flux se sont restreints à partir de 1974. Jusqu'à devenir le pays d'Europe où la croissance démographique dépend le moins de l'immigration à « pour un quart à un cinquième seulement », estime l'INSEE. Tandis que les augmentations de population relèvent à 80 % des phénomènes migratoires chez nos voisins. La croissance de la population française repose essentiellement sur l'excédent naturel. »

La journaliste du célèbre quotidien ne soulève même pas la possibilité de différences de techniques de comptage pour expliquer cet écart énorme avec nos voisins européens... La journaliste cite également le « spécialiste » de l'INED François Héran dont j'avais relevé la perle suivante dans mon ouvrage *L'islamisation de la France* : « Depuis 25

ans, la France n'est plus un pays d'immigration massive (*sic*). »

Pour qui a l'habitude de traîner quotidiennement ses guêtres en petite et grande banlieue parisienne, d'être récemment passé visiter Auxerre, Bordeaux, Orléans, Rouen (c'est mon cas), lire de telles énormités dépasse l'entendement.

Cécilia Gabizon peut-elle m'expliquer comment, dans mon petit village de 1 700 habitants à 60 kilomètres de Paris, la supérette a maintenant un rayon hallal pour satisfaire la grosse dizaine de familles musulmanes installées depuis très peu (même scénario dans tout le département et les autres limitrophes) ? Pourquoi Cécilia Gabizon ignore-t-elle le rapport « Immigration et Présence étrangère en France 2006 » retiré de la Documentation française car trop incorrect, pourtant commandé par l'Intérieur ? Le contenu de ce rapport, révélé par Michel Godet du CNAM dans *Le Journal du Dimanche* nous apprend que 40 % des naissances dépendent de l'immigration en Ile-de-France...

Selon le rapport parlementaire Stefanini, 90 000 mariages se font avec un conjoint étranger. C'est-à-dire 1 sur 3 ! Dès lors, comment minimiser le rôle de l'immigration dans la natalité ? Evidemment, *Le Figaro* n'ose faire état de ce rapport trop incorrect, mais bien officiel, en consultation libre par le site de la Documentation française.

Alors que François Fillon vient de promettre 170 000 visas par an rien que pour les Algériens lors de son voyage officiel en terre FLN, *Le Figaro* reprend le chiffre INSEE évoquant un solde total de 71 000 entrées net pour 2007. Même Goebbels n'aurait pas osé désinformer aussi grossièrement un peuple. Les lecteurs du *Figaro*, un peu lucides se sont outrés d'une telle basse propagande dans de nombreux commentaires.

Hormis *Présent*, reste-t-il un quotidien sérieux en France ?

Joachim Vélicas

(Observatoire de l'islamisation), auteur de *L'islamisation de la France* (Editions Godefroy de Bouillon, 2007).

AFGHANISTAN

La France prise dans un cruel engrenage

Une semaine après l'accrochage sanglant de Surobi, qui a fait 10 morts et 21 blessés au sein des troupes françaises déployées en Afghanistan, l'heure a sonné de poser de vraies questions sur la poursuite de l'engagement militaire dans ce pays qui, des Britanniques aux Soviétiques, a toujours tenu tête aux armées étrangères. Par respect pour ceux de ses fils qui sont tombés la semaine passée les armes à la main au « champ d'honneur », la France semble ne plus guère pouvoir changer de politique et semble désormais prise dans un engrenage aussi cruel qu'inférieur.

Si elle retire ses troupes, elle se considère et perd la face vis-à-vis de ses alliés occidentaux qui habilement se sont moins engagés. Si elle les maintient, elle sera rapidement obligée de les renforcer en augmentant encore ses effectifs. C'est ainsi la première victoire des taliban. On ne gagne pas une guerre avec 3 000 hommes !

Commandant en chef de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN en Afghanistan, le général américain David McKiernan s'est déclaré dès dimanche favorable à un retour des forces spéciales françaises dans ce pays, où « elles se sont montrées particulièrement efficaces », en combattant aux côtés des forces spéciales américaines de juillet 2003 à janvier 2007 dans la province de Kandahar, dans le sud du pays, et dans la région de Jalalabad, à l'est de Kaboul.

« Si le gouvernement français voulait envoyer de nouveau des forces spéciales en Afghanistan, je les accueillerais à bras ouverts », a ainsi prévenu le grand patron des forces alliées déployées en Afghanistan, alors que le général français Michel Stollsteiner, qui vient de prendre le 5 août dernier le commandement de la région de Kaboul pour un an, révélait lui-même avoir demandé le retour des forces spéciales françaises

en Afghanistan « avant même » le drame du 18 août, où la France a encore perdu dix de ses meilleurs soldats. Sur quelque 220 soldats des forces spéciales déployés alors en Af-

ghanistan et de rapprocher les populations bombardées par erreur des taliban ou autres insurgés provenant d'Irak ou d'autres pays voisins en guerre

“ On est en guerre, ce ne sont pas des opérations de maintien de la paix ”

ghanistan, la France avait déjà perdu au moins sept hommes au combat.

Le numéro un de l'ISAF a également indiqué qu'il n'avait pas l'intention de lancer une enquête sur les circonstances de la mort des dix soldats français car, a-t-il clairement expliqué avec une certaine franchise, « on est en guerre, ce ne sont pas des opérations de maintien de la paix ». Et le général McKiernan d'ajouter avec réalisme : « Des gens vont perdre la vie, il y aura encore des combats entre une insurrection robuste et les soldats de toutes nos nations. »

L'ISAF comprend actuellement quelque 50 000 soldats de quarante nationalités différentes, dont quelque 3 000 Français qui – a-t-il tenu à souligner – sont « d'excellents soldats, bien entraînés et équipés ». A leurs côtés, plus de 20 000 soldats US servant en Afghanistan dans le cadre de l'opération « Induring Freedom » (Liberté immuable) et créant malheureusement une confusion des genres.

Le drame, c'est que les graves « bavures » commises régulièrement par l'aviation américaine ne cessent de ruiner les efforts de la coalition in-

ternationale en Afghanistan et de rapprocher les populations bombardées par erreur des taliban ou autres insurgés provenant d'Irak ou d'autres pays voisins en guerre

contre l'Amérique. Plus de 90 civils ont encore été tués vendredi dans l'ouest de l'Afghanistan dans un bombardement qui, selon une commission d'enquête présidentielle, met en cause l'absence de coordination entre forces américaines et afghanes.

Ce bombardement s'est déroulé vendredi, près du village d'Azizabad, dans le district isolé de Shin-dand, où les insurgés sont très présents, à quelque 120 km d'Herat, la grande ville de l'ouest du pays.

« La tragédie est beaucoup plus grave que nous ne l'avions initialement pensé », a reconnu dimanche le général Mohammad Zaher Azimi, porte-parole du ministère de la Défense, alors que la coalition a ouvert une enquête, après avoir affirmé vendredi que 30 insurgés avaient été tués. Les forces étrangères en Afghanistan sont régulièrement accusées de provoquer la mort de civils dans les affrontements avec les insurgés.

D'après la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, plus de 900 civils ont été tués depuis début 2008 dans des violences, du fait des insurgés ou des forces de sécurité afghanes et internationales.

En juillet, deux frappes aériennes des forces internationales avaient tué 64 civils, pour la plupart des femmes et des enfants, dans les provinces de Nouristan et de Nangarhar (est), selon des commissions d'enquête afghanes. Et la liste des « bavures » américaines serait beaucoup trop longue à égrener...

YVES BRUNAUD

Dans “Présent” de samedi prochain

Roger Holeindre, ancien du 8e RPIMA, nous parle de ce régime d'élite et de la situation en Afghanistan.

Ils crachent sur les tombes de nos soldats

La CAPJPO-EuroPalestine, sise à Paris, souhaite la multiplication d'embuscades « bien montées »

La Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAPJPO)-EuroPalestine est une organisation sise à Paris, 10 bis, rue d'Odessa (XIVe arrondissement). Son but ? « Sensibilisation de l'opinion publique, des médias et des dirigeants politiques concernant (*sic*) le déni de droit et de justice subi par le peuple palestinien. » Cela ne l'empêche pas de déborder son cadre supposé. Témoin ce communiqué haineux publié après l'embuscade islamo-terroriste qui a coûté la vie à 10 soldats français en Afghanistan :

« A l'heure où un chœur d'hypocrites pleure la mort de 10 soldats de métier français tombés en Afghanistan, nos pensées vont aux milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de ce pays massacrés par la coalition impérialiste menée par les Etats-Unis et ses supplétifs de diverses nations, dont la France. L'engagement de l'armée française contre le peuple afghan, sous couvert de lutte contre le « terrorisme » et les « taliban », a commencé dès 2001, lorsque le gouvernement français était encore dirigé par la « gauche plurielle » de Lionel Jospin.

« Au fur et à mesure qu'elle rencontrait en Afghanistan une résistance croissante, largement nourrie par ses propres exactions – en particulier, les

bombardements aériens de populations civiles –, l'armée américaine a demandé aux autres membres de l'OTAN d'augmenter leur propre contribution à cette guerre criminelle. Sarkozy, une fois élu président de la République, a rapidement accédé aux demandes de George Bush, et décidé d'envoyer des renforts de troupes sur le terrain. Manque de chance : ce que l'état-major des armées appelle le « premier engagement sérieux » de l'infanterie française (pour l'aviation, tout va bien, les pilotes de « nos » Mirage sèment la mort sans prendre de risques depuis des années déjà), à quelques dizaines de kilomètres seulement de la capitale Kaboul, vient de se solder par une mini-Berezina, avec 10 morts et 21 blessés sur la soixantaine de militaires déployés !

« Pleurnichant sur les conditions dites « extrêmement difficiles » (rendez-vous compte, ces sauvages d'Afghans habitent un pays plein de poussière et où il fait froid la nuit !) dans lesquelles opéreraient des troupes françaises pourtant suréquipées, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Georgelin, a admis que ses hommes étaient tombés dans une embuscade « bien montée ». Du coup, la presse française, honteusement silencieuse sur cette guerre tant que les victimes étaient uniquement des Afghans, a amorcé un léger changement de ton depuis 24 heures : les résistants ne sont plus seulement définis par le terme passe-partout de « taliban » (mot voulant dire « élève » en arabe, et « élève en religion » en pachtou), mais aussi comme « insurgés ». Et on commence à voir des articles nous expliquant que le peuple afghan supporte de moins en moins l'occupation militaire de son pays, et le gouvernement de marionnettes corrompues mis en place par l'OTAN à Kaboul.

« On ne peut de ce point de vue que souhaiter la multiplication d'embuscades « bien montées », si elles aident à l'éveil des consciences et de la mobilisation, ici en France, contre la sale guerre. Troupes françaises, troupes de l'OTAN, hors d'Afghanistan ! »

Radio Courtoisie (95,6 MHz Ile-de-France)

Le 31 août, à 8 h 30 (rediffusion à 21 h 30), Etienne P. Barral, auteur de *Rhône-Poulenc : des molécules au capital* (Ed. Atelier Fol'Fer), sera l'invité d'Alain Sanders et d'Olivier Figueras dans le cadre du « Libre Journal des scouts ». Thème : « L'étrange aventure de Rhône-Poulenc ».

• Radio Courtoisie : Paris 95,6. Chartres : 104,5. Le Mans : 98,8. Caen : 100,8. Le Havre : 101,01. Cherbourg : 87,8. Ainsi que sur les bouquets satellites Canalsat et TPS. Et sur internet : www.radiocourtoisie.net

M 00196 - 826 - F : 1,30 €

